

Budget 2026 le jackpot pour les patrons !

Nouvel épisode d'un feuilleton parlementaire interminable : le vote du budget de la sécurité sociale ! Celui-ci a été voté par une courte majorité de députés mardi soir (13 voix), avec l'appui de la majorité des élus socialistes qui ont voté « Pour » et l'abstention de la majorité des élus Ecologistes, confortant ainsi le gouvernement et sa politique d'attaques anti-populaires. Ce sont les travailleurs qui vont trinquer, et les patrons remporter le jackpot !

Un budget antisocial

D'après Lecornu, le budget de la sécu n'est « pas parfait », mais c'est « *le meilleur budget possible* ». Pour les capitalistes, dont les innombrables exonérations de cotisations sont préservées, c'est sûr ! Le sénateurs en ont même rajouté un peu, exonérant les entreprises de plus de 250 salariés de cotisations sur les heures supplémentaires. Les patrons peuvent ainsi nous faire bosser plus en contribuant moins : c'est ça de plus pour les profits !

De l'autre côté, les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) pourraient perdre une partie de l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières, dont les montants sont généralement très faibles.

Quant au budget des hôpitaux, il n'augmentera que de 3 % alors que l'évolution de la démographie nécessiterait au moins 5 %. Alors que la pénurie de moyens et de personnel met en danger les soignants et les patients, c'est donc une nouvelle cure d'austérité qu'ils préparent.

Gare aux arnaques

Le Parti socialiste, fidèle soutien de la bourgeoisie, a troqué son vote en faveur de ce Projet de Budget de la Sécurité Sociale (PLFSS) contre la prétendue « suspension » de la réforme des retraites de 2023. En réalité, un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans : le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continuera d'augmenter, juste moins vite que prévu.

En plus, ce sont les travailleurs qui, au bout du compte devront payer car cette « suspension » aura un coût supplémentaire pour le budget qu'ils ne manqueront pas de faire payer aux travailleurs d'une façon ou d'une autre.

Du fric pour les services publics, pas pour les marchands de mort !

Toute cette tambouille politique cache l'essentiel : au-delà du Budget de la Sécurité Sociale voté mardi, il y aura encore le vote sur le budget de l'état avant le 31 décembre et qui s'annonce lui aussi comme un véritable budget de guerre contre les classes populaires : 4,7 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 17 milliards d'économie sur les services publics avec notamment 4.000 postes d'enseignants en moins, mais des budgets militaires en hausse de 6,5 milliards !

Leurs guerres et nos morts pour leurs profits : c'est la logique militariste qu'ils voudraient nous faire accepter.

Si on n'y met pas un coup d'arrêt, ce sont des dizaines de milliards de plus qui serviront à acheter des Rafale, des chars et des canons, pour le plus grand profit de Dassault et des capitalistes de l'armement.

Ne comptons que sur nous-mêmes

En plus de ce budget, Lecornu annonce déjà que des « réformes » seront nécessaires pour faire de nouvelles économies en cours d'année. Et ce coup-ci, ce sera par décret !

Alors, pour stopper ces attaques qui s'ajoutent aux 380 plans de licenciements dénombrés par la CGT, il faudra bien plus que les journées d'action « saute-mouton » et sans lendemain que nous proposent les directions syndicales !

Il n'y aura pas d'autre solution que de ne compter que sur nos propres forces, tous et toutes ensemble, pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive capitaliste généralisée !

Mauvais budget Sécu pour 2026 : le PS et les Ecologistes sauvent Lecornu

Jamais on ne nous avait autant inondé d'infos sur les budgets de l'État et de la Sécu. Mais pour 2026, avec le cirque parlementaire et les allers-retours Assemblée-Sénat, personne n'y comprend plus rien.

Ce qui est sûr, pour le budget Sécu, c'est que Wauquiez, Retailleau, Philippe, Le Pen et Bardella ont fait front contre toute mesure qui aurait égratigné les plus riches. Le budget a finalement été adopté mardi soir, grâce au vote « Pour » du PS et à l'abstention des Ecologistes. Votes justifiés au nom de quelques mesures négociées avec Lecornu : pas de gel des pensions ni des minima sociaux, ni de nouvelle hausse des franchises médicales, et pause en 2026-2027 du recul de l'âge de la retraite.

Il n'empêche, cela reste un très mauvais budget. Les entreprises continueront de bénéficier de milliards d'allégements de cotisations sociales et rien n'est fait pour s'attaquer aux déserts médicaux, au racket des industries pharmaceutiques sur la Sécu, ou mettre un terme aux intolérables dépassements d'honoraires chez les spécialistes. Mais l'hôpital, lui, va continuer de pleurer misère. Avec en prime une nouvelle hausse de taxe sur les complémentaires santé pour couronner le tout. Un vrai musée des horreurs.

Non à la course aux armements Non à l'embrigadement de la jeunesse

Après la déclaration choc du chef d'état major des armées, voulant que la France accepte « de perdre ses enfants », Macron a annoncé fin novembre le retour d'un service militaire « volontaire ». Et un débat est programmé par Lecornu au parlement en décembre pour faire voter une rallonge au budget militaire. Comme si la course aux armements, loin de garantir la paix, n'était pas d'abord un beau cadeau aux marchands de mort.

C'est justement ce qu'ont dit en Allemagne, la semaine dernière, les dizaines de milliers de jeunes descendu.es dans la rue manifester contre le projet de « conscription » voulu par leur gouvernement.

Quant au caractère soit-disant « volontaire » du service militaire à la Macron, on comprend bien quelle est la cible : principalement des jeunes de 18 ans, issus de milieu modeste, sans emploi ni grande formation, supposé.es pouvoir être attiré.es faute de mieux par dix mois à 800 €. Ce qui, d'après un édito récent du Figaro, fait craindre à une partie de la hiérarchie militaire d'avoir à gérer une « génération rétive à la discipline » ! Ni chair à patrons, ni chair à canons : non à l'embrigadement de la jeunesse

Silence dans les rangs !

La direction de Renault répète qu'elle ne veut pas devenir une entreprise d'armement. Mais après le projet de « drones volants » déjà dévoilé cet été,

c'est par la presse qu'on apprend que Renault est maintenant partenaire d'Arquus - un constructeur de véhicules militaires - pour fabriquer des drones terrestres, et que des salariés du Technocentre et de Villiers-Saint-Frédéric sont déjà engagés sur ce projet. Officiellement, ce ne serait pas un véhicule exclusivement militaire... mais les équipes qui travaillent dessus doivent signer une clause de confidentialité !

Renault ne communique aucune information sur le sujet. Fini le baratin sur le soi-disant « dialogue social » cher aux syndicats « béni-oui-oui ». Quelles seraient les usines concernées ? Est-ce un moyen de reconvertis la production des sites français en cas de report de l'interdiction de vente des véhicules thermiques au delà de 2035 ? C'est silence radio.

C'est l'armée, « la Grande muette » qui lui fait perdre la voix ? Ou alors nos dirigeants qui n'assument pas complètement de nous faire travailler sur des engins qui sèment la mort, car ils craignent qu'on se braque ?

Gaza : face au plan Trump Palestine, plus que jamais, solidarité

Malgré le cessez-le feu, sous prétexte de traquer des terroristes, Israël continue de bombarder à Gaza, comme il le fait aussi au Liban et en Syrie, et y compris en Cisjordanie occupée.

La seconde phase du plan Trump, avalisé par une résolution de l'ONU (votée aussi par la France), prévoit la mise en place d'un gouvernement fantoche palestinien sous le contrôle d'un Conseil de la Paix présidé par Trump : une nouvelle tutelle coloniale, sans aucune concertation avec la moindre force palestinienne. Suite au cessez- le feu, l'armée israélienne occupe encore plus de la moitié du territoire de Gaza, derrière une ligne de partage appelée « ligne jaune ». Un retrait total devrait suivre le déploiement d'une force armée internationale de stabilisation prévu par le plan Trump.

Samedi dernier, Netanyahu se disait prêt à avancer dans cette voie. Mais dès le lendemain, son chef d'état major des armées, Eyal Zamir, déclarait que l'actuelle ligne jaune de démarcation était la « nouvelle frontière » avec Israël. Qui faudrait-il croire ? Palestine, plus que jamais : solidarité !

**SAMEDI 20 DECEMBRE
RASSEMBLEMENT A ELBEUF
10h30 Place F.Mitterrand**

**Jeudi 18 décembre 2025
Journée Internationale des migrant.es
Comme partout en France et en Europe
Manifestons à Rouen:
17h30 Théâtre des Arts**